

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 juin 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'évaluation du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et aux chambres de recours", a donné le 5 novembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beoordeling van het personeel van de griffies en de parketten van de hoven en rechtbanken en de raden van beroep", heeft op 5 november 1998 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Formalités préalables

Dans sa lettre de demande d'avis, le ministre indique que :

"le projet a été soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances le 8 avril 1998. Celui-ci a estimé que le présent projet n'est pas de nature à susciter des dépenses nouvelles. Il n'a dès lors pas été soumis pour accord au Ministre du Budget.".

L'article 26 du projet prévoit cependant que des indemnités pour frais de séjour et de parcours sont accordées aux membres des chambres de recours, au requérant si l'avis de la chambre lui est favorable ainsi qu'au défenseur s'il est occupé dans un service de l'Etat.

Cette disposition est de nature à entraîner des dépenses nouvelles de sorte que, conformément à l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent projet est examiné.

.../...

Préambule

Un texte réglementaire ne pouvant être référé à titre de fondement d'un autre texte de même intensité de force obligatoire, les alinéas 2 à 4 doivent être omis.

Le préambule doit être complété afin de viser l'accord du Ministre du Budget.

Dispositif

Article 1er

Cette disposition contient plusieurs définitions dont celle de "chef fonctionnel".

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, cette notion n'est pas consacrée par un texte légal ou réglementaire relatif à l'ordre judiciaire.

Elle s'inspire, dans une certaine mesure, de la notion de "supérieur hiérarchique immédiat", consacrée par l'article 1er, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

Il convient cependant de noter que le contexte est fort différent puisque l'organisation de la fonction publique repose sur un système de hiérarchie qui ne peut être transposé à l'organisation des greffes et des parquets des juridictions.

.../...

L'utilisation d'un tel concept ne peut avoir pour effet de modifier les dispositions du Code judiciaire réglant les prérogatives des greffiers en chef des juridictions et des secrétaires en chef des parquets.

La notion de "chef fonctionnel" doit, dès lors, se limiter strictement au domaine de l'évaluation.

En outre, d'après les explications du fonctionnaire délégué, le rôle de ces "chefs fonctionnels" sera non négligeable. En effet, étant en nombre réduit, les évaluateurs que la loi désigne, ne pourront assumer seuls ces évaluations.

Les observations qu'ils pourront faire apparaître sur la fiche individuelle d'évaluation, en vertu de l'article 3, 3°, du projet, seront souvent déterminantes.

Compte tenu de cette prérogative, il y a lieu de clarifier dans le 2° en projet la notion de "fonctions dirigeantes" et d'habiliter les chefs de corps à désigner ces chefs fonctionnels.

Article 2

1. L'alinéa 3 prévoit que :

"Le gestionnaire de système est notamment chargé de fournir une assistance aux évaluateurs et aux

.../...

évalués dans toutes les phases de la procédure relative à l'évaluation." (1).

Interrogé sur les missions précises que devra assumer le "gestionnaire de système", le fonctionnaire délégué a indiqué qu'il serait chargé dans un premier temps, de la formation des évaluateurs, et dans un deuxième temps, de la coordination des pratiques d'évaluation au sein de chaque ressort de cour d'appel. Le texte en projet ne rend pas compte des missions précises qu'a mentionnées le fonctionnaire délégué. Il y a lieu de revoir le texte en projet afin de faire apparaître clairement les missions du "gestionnaire de système".

2. A la différence du système d'évaluation mis en oeuvre par l'arrêté royal du 7 août 1939, précité, les critères d'évaluation-clés et les critères pertinents sont, dans l'arrêté en projet, déterminés pour chaque catégorie de fonctions ou emplois. Dans le système de la fonction publique fédérale, ces critères sont également fixés mais il revient au conseil de direction ou au collège des chefs de service de déterminer l'importance de ces critères par rapport à la fonction exercée par l'agent.

Il se peut, en effet, que tel agent occupe telle fonction mais qu'en réalité il soit amené à assumer d'autres tâches que celles qui lui incombent en principe. Le système

(1) La fonction de gestionnaire de système est déjà prévue dans la fonction publique (article 1er, § 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat).

d'évaluation de la fonction publique fédérale est, dans cette optique, mieux adapté aux réalités concrètes.

La volonté de l'auteur du projet est, dans le cas d'espèce, de soumettre toutes les personnes appartenant à une même catégorie [de fonctions] aux mêmes critères d'évaluation-clés et critères pertinents, peu importe que certaines d'entre-elles accomplissent des tâches différentes de celles qui leur incombent en principe. Selon le fonctionnaire délégué, il reviendra au gestionnaire de système d'assouplir les pratiques d'évaluation à ces différentes situations. Pareille méthode d'évaluation ne peut être admise car elle dénature la notion d'évaluation objective.

Selon les auteurs de la proposition de loi (1), devenue la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets :

"L'évaluation a pour but de fournir pour chaque membre du personnel un état de service objectif, reflétant ses capacités et son dévouement et permettant aussi d'exclure toute forme d'arbitraire lors des promotions.

(...)

A cet effet, il convient, à l'aide de critères simples - la simplicité et la clarté devant exclure tout risque d'arbitraire - d'établir de la manière la plus précise les mérites respectifs de chaque membre du personnel."

(1) Doc. parl., Sénat, session 1995-1996, n° 1-147/1, p. 5.

Il va de soi qu'une telle appréciation ne peut être opérée que par rapport à la fonction concrète exercée par l'agent et non par rapport à la catégorie de fonction dans laquelle il aurait été rangé (1).

Le contenu de la mission du gestionnaire de système et la faculté qui lui serait reconnue "d'assouplir les pratiques d'évaluation (aux) différentes situations" sont en outre incompatibles avec la rédaction de l'article 5 de l'arrêté en projet et avec le contenu de la grille d'évaluation qui en est l'Annexe III.

Article 3

Il ne convient pas d'insérer une phrase incidente dans une énumération. Il est, dès lors, proposé de déplacer les deuxième et troisième phrases du 3° sous un nouvel alinéa 2 qui sera rédigé comme suit :

"Les faits ou constatations visés à l'alinéa 1er, 3°, ne peuvent ... ses observations éventuelles."

L'alinéa 2 deviendra l'alinéa 3.

(1) L'auteur de la proposition de loi précise d'ailleurs que "lorsque le membre du personnel n'exerce pas la fonction qui correspond à son grade au moment de l'établissement du bulletin d'évaluation, l'évaluation devra tenir compte de l'accomplissement des fonctions supérieures que le membre du personnel exerce à ce moment-là" (Doc. parl., Sénat, session 1995-1996, n° 1-147/1, p. 7).

Article 4

Afin qu'il n'y ait pas de divergences d'interprétation de certains critères d'évaluation repris dans l'Annexe III du projet, il serait utile que l'arrêté en projet soit accompagné d'un rapport au Roi explicitant davantage ces différents critères.

A titre d'exemple, quelle différence faut-il faire du point de vue de leur contenu, entre les critères n° 5, 12 et 21 ?

Il convient de réduire le nombre de ces critères pour mieux les cibler.

Article 5

Il serait utile de préciser dans le rapport au Roi les raisons objectives qui ont présidé au choix des critères pour chaque catégorie de personnes et à leur classement en critères-clés ou critères pertinents.

La question est d'autant plus délicate que certains critères-clés sont assez semblables l'un à l'autre, ce qui va évidemment aggraver, compte tenu de leur pondération, la note donnée sur ces critères.

.../...

Article 6

A l'alinéa 1er, on remplacera le mot "cotation" par le mot "notation" utilisé à l'alinéa 2. De même, on remplacera le mot "cote" par le mot "note" dans la suite du texte.

Article 8

1. Le projet ne comprend pas d'article 7. Il y a, dès lors, lieu d'adapter la numérotation de ceux-ci à partir de l'article 8. En outre, il convient, à défaut de paragraphe 2, de supprimer les mots "§ 1er".

2. Le premier alinéa de l'article 8 (devenant l'article 7) doit être omis dans la mesure où il paraphrase l'article 287ter, § 1er, alinéa 4, du Code judiciaire.

Article 9 (devenant l'article 8)

Cette disposition prévoit que "l'évaluateur qui, au moment où il doit procéder à l'évaluation, n'a pas eu le membre du personnel sous sa direction pendant les trois derniers mois, recueille tous les renseignements nécessaires aux sources utiles pour établir l'évaluation de l'intéressé".

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que l'évaluateur devra s'adresser aux personnes qui ont dirigé le membre du personnel durant les

.../...

trois derniers mois qui précèdent l'évaluation. Ces personnes sont, notamment, soit des greffiers en chef ou des secrétaires en chef, soit, si le membre du personnel n'était pas en fonction au sein d'un greffe ou du secrétariat d'un parquet, mais dans un service de la fonction publique ou dans un cabinet ministériel par exemple, le ou les personnes qui avaient autorité sur lui.

Il est permis de s'interroger sur la praticabilité d'un tel système. L'évaluation se fait sur la base des critères énumérés dans l'Annexe III du projet, critères qui sont adaptés à des fonctions précises. Or, il se peut que l'intéressé n'ait pas assumé ces fonctions auparavant. Dans ce cas, on voit mal comment réaliser l'évaluation.

Afin d'éviter des problèmes de cet ordre dans le déroulement de la carrière, il serait préférable de prévoir une disposition analogue à celle de l'article 13 de l'arrêté royal du 7 août 1939, précité, qui dispose que

"L'agent qui, au 1er septembre de l'année d'évaluation, est absent depuis au moins trois mois conserve la mention qui lui a été attribuée en dernier lieu.".

Par ailleurs, on pourrait également prévoir que celui qui travaillait dans un autre greffe ou secrétariat, durant les trois mois qui précèdent son évaluation, reste évalué par son ancien chef de corps.

En outre, le projet est en défaut d'envisager le cas de l'agent qui, au cours de la même période d'évalua-

.../...

tion, exerce successivement plusieurs fonctions, notamment, dans le cadre de l'exercice de fonctions supérieures (1).

Il y aurait encore lieu d'ajouter une disposition transitoire pour la mise en oeuvre de la première évaluation, les personnes concernées par l'arrêté en projet n'ayant jamais été soumises à une évaluation auparavant.

Pour les agents qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, ne seraient pas en service auprès d'un greffe ou d'un parquet, il est proposé que l'évaluateur puisse recueillir des informations utiles auprès de ceux ou celles qui dirigent actuellement ces personnes ou qui les ont dirigées et que l'évaluateur apprécie quels sont les critères-clés et critères pertinents parmi ceux figurant dans l'Annexe III du projet qui doivent être retenus pour procéder à l'évaluation de ces personnes en tenant compte des fonctions qu'elles exercent actuellement.

Compte tenu de ces remarques, cette disposition doit être fondamentalement repensée en envisageant les différentes hypothèses décrites ci-dessus.

Article 10 (devenant l'article 9)

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a lieu de préciser que les procureurs généraux et les procureurs du Roi peuvent déléguer leurs compétences en

(1) Voir notamment l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 7 août 1939 précité.

matière d'évaluation aux magistrats visés par les articles 144, 145 et 151 du Code judiciaire.

Article 13 (devenant l'article 12)

1. L'article 13 en projet met en oeuvre l'alinéa 2 du paragraphe 4 de l'article 287quater du Code judiciaire.

Cette disposition prévoit que les désignations des membres des chambres de recours nationale et des différents ressorts de cour d'appel s'effectuent selon les critères établis par le Roi et que :

"... pour chaque catégorie de juridiction, chacune des fonctions énumérées aux §§ 2 et 3 doit être représentée soit par un membre, soit par un suppléant."

D'une manière générale, la lecture du paragraphe 4, précité, est difficilement compréhensible. La notion de "catégorie de juridiction" n'est pas du tout définie et les travaux préparatoires sont, sur ce point, muets. Il est, dès lors, impossible de déterminer la volonté réelle du législateur.

Le système envisagé par l'arrêté en projet tend à garantir, d'une part, que chaque chambre de recours comprenne au moins une personne exerçant les mêmes fonctions que le requérant et, d'autre part, qu'un membre au moins appartienne à la même "catégorie de juridiction" que le requérant.

.../...

Cette dernière condition n'est pas exprimée en tant que telle par le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 287quater du Code judiciaire mais est admissible si l'on considère qu'elle est un critère de désignation que le Roi est habilité à prendre en vertu de cette même disposition.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation quant à la portée réelle de cette disposition du Code judiciaire et de sa compatibilité avec l'article 13, en projet, il serait utile de joindre en annexe au projet le tableau remis à l'auditeur-rapporteur indiquant les différentes hypothèses de désignation des membres des chambres de recours ainsi que leur composition en fonction de la qualité des requérants. Ce tableau est joint en annexe au présent avis.

2. Le Conseil d'Etat constate que l'arrêté en projet ne comporte pas de dispositions particulières quant à l'organisation des chambres de recours sur un plan linguistique. Aux termes de l'article 287quater, § 1er, alinéas 6 et 7, du Code judiciaire, les chambres de recours :

"... comprennent autant de sections qu'il y a de régimes linguistiques parmi les membres du personnel qui peuvent demander à être entendus.

Le régime linguistique du requérant détermine la section devant laquelle il comparaît."

.../...

Il convient de veiller à ce que le système de composition des chambres de recours prévu par l'arrêté en projet soit conciliable avec cette exigence légale, notamment par rapport aux requérants germanophones.

3. Au 2°, il est proposé de remplacer les mots "§§ 2 et 3 de cet article" par les mots "§§ 2 et 3 du même article".

Article 16 (devenant l'article 15)

Pour éviter tout risque d'erreur lors de la lecture de cette disposition, il est suggéré d'insérer une virgule entre les mots "articles 14, 1° et 2°" et les mots "et 15, 1° et 2°,".

Article 17 (devenant l'article 16)

La disposition en projet n'apporte aucune précision quant aux exigences de désignation du secrétaire-rapporteur.

Tel qu'il est rédigé, le texte en projet permet la désignation de n'importe quelle personne.

Il y a lieu de préciser que cette personne doit à tout le moins être membre d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet.

.../...

Dans une telle hypothèse, il est nécessaire de prévoir, tout comme pour le gestionnaire de système, que des mesures appropriées seront prises au sein de la juridiction à laquelle appartient le secrétaire-rapporteur, afin que celui-ci puisse disposer du temps nécessaire à l'exercice de sa tâche.

Article 21 (devenant l'article 20)

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 20. Est en outre récusé, le membre qui est intervenu à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du membre du personnel qui a introduit la réclamation.".

Article 23 (devenant l'article 22)

Il est évident que les membres effectifs et suppléants convoqués doivent prendre connaissance des dossiers. Cette précision peut dès lors être omise.

Tout comme à l'article 19, alinéa 1er, du projet, l'article 23 utilise les termes "les parties intéressées".

Ces termes sont trop vagues. Il ressort de l'article 287quater, § 5, alinéa 4, du Code judiciaire que sont entendus par la chambre de recours, le requérant et son défenseur ainsi qu'éventuellement, les auteurs de l'avis ou du bulletin d'évaluation contestés.

.../...

L'article 1er en projet définit l'évaluateur comme étant le rédacteur du bulletin d'évaluation.

Il y a, dès lors, lieu de penser que "les parties intéressées" qui prendront connaissance des dossiers à traiter sont le requérant et son défenseur et éventuellement l'évaluateur.

Le texte en projet doit clairement désigner les personnes habilitées à consulter les dossiers d'évaluation.

Article 24

Il est proposé de remplacer les termes "dans l'assemblée" par les termes "au sein de la chambre".

Article 25

Le troisième alinéa en projet doit préciser à quelles personnes des copies et des extraits du registre, des minutes et des documents destinés à la chambre de recours, peuvent être transmis.

Article 26 (devenant l'article 25)

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il convient de préciser que les frais de séjour et de parcours seront calculés respectivement selon les dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités

.../...

pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelles raisons le secrétaire-rapporteur ne pourrait pas bénéficier des indemnités visées.

Observations finales

1. A l'article 1er, on écrira :

"Article 1er. ...".

Mieux vaut insérer un article défini avant les mots qui sont définis par la disposition en projet ("l'évaluateur", "le chef fonctionnel", ...).

Sous les 1° et 3° de l'article 1er, il est suggéré de remplacer les mots "tel que défini à" par le mot "visé à".

2. Afin de faciliter la référence aux dispositions, il convient de remplacer les tirets par une subdivision en a), b), c), ...

Cette observation vaut pour les articles 5, 13, 14 et 15.

Onderzoek van het ontwerp

Voorafgaande vormvoorschriften

De minister merkt in zijn adviesaanvraag het volgende op :

"le projet a été soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances le 8 avril 1998. Celui-ci a estimé que le présent projet n'est pas de nature à susciter des dépenses nouvelles. Il n'a dès lors pas été soumis pour accord au Ministre du Budget.".

Artikel 26 van het ontwerp bepaalt evenwel dat vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden toegekend aan de leden van de raden van beroep, aan de verzoeker, indien de raad een gunstig advies ten aanzien van hem uitbrengt, en aan de verdediger, indien hij bij een overheidsdienst werkzaam is.

Deze bepaling kan nieuwe uitgaven meebrengen, zodat het ontwerp overeenkomstig artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole vooraf ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de Minister van Begroting.

Het onderhavige ontwerp wordt onderzocht onder het voorbehoud dat dit vormvereiste wordt vervuld.

.../...

Aanhef

Aangezien een verordeningstekst niet als rechtsgrond kan worden aangevoerd voor een tekst van dezelfde rangorde, moeten het tweede, het derde en het vierde lid vervallen.

De aanhef moet worden aangevuld met de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Deze bepaling bevat verscheidene definities, waaronder die van "functionele chef".

Dit begrip is niet in een wets- of verordeningsebepaling betreffende de rechterlijke orde vastgelegd, wat door de gemachtigde ambtenaar wordt bevestigd.

Het begrip "functionele chef" is tot op bepaalde hoogte gebaseerd op het begrip "onmiddellijke hiërarchische meerdere", vastgelegd in artikel 1, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Er valt evenwel op te merken dat de context sterk verschilt, aangezien de organisatie van de overheidsdiensten gebaseerd is op een hiërarchisch systeem dat niet kan worden uitgebreid tot de organisatie van de griffies en de parketten van de rechtscolleges.

.../...

Het hanteren van zulk een begrip mag niet tot gevolg hebben dat de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de prerogatieven van de hoofdgriffiers van de rechtscolleges en de hoofdsecretarissen van de parketten worden gewijzigd.

Het begrip "functionele chef" mag dus uitsluitend in de context van het evaluatiesysteem worden gebruikt.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zullen die "functionele chefs" bovendien een niet onbelangrijke rol vervullen. Aangezien de wettelijk aangewezen evaluatoren gering in aantal zijn, zullen zij die evaluaties niet alleen kunnen doen.

De opmerkingen die zij krachtens artikel 3, 3°, van het ontwerp op de persoonlijke evaluatiekaarten kunnen aanbrengen, zullen vaak beslissend zijn.

Gelet op dat prerogatief moet het begrip "leidende functie" in het ontworpen onderdeel 2° worden verduidelijkt en moeten de korpschefs de bevoegdheid krijgen om die functionele chefs aan te wijzen.

.../...

Artikel 2

1. Het derde lid bepaalt :

"De systeembeheerder wordt onder meer belast met het bieden van bijstand aan de evaluatoren en aan de geëvalueerden in alle stappen van de beoordelingsprocedure." (1).

Op de vraag welke taken de "systeembeheerder" precies zal moeten vervullen, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat hij in eerste instantie belast wordt met de opleiding van de evaluatoren en dat hij in tweede instantie de evaluatie binnen elk rechtsgebied van de hoven van beroep moet coördineren. In de ontworpen tekst wordt geen gewag gemaakt van de precieze taken die de gemachtigde ambtenaar heeft vermeld. De ontworpen tekst moet worden herzien zodat de taken van de "systeembeheerder" duidelijk tot uiting komen.

2. In tegenstelling met het evaluatiesysteem dat bij het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939 is ingevoerd, zijn de sleutelcriteria en de relevante criteria op het stuk van de beoordeling in het ontworpen besluit per categorie van functies of betrekkingen vastgesteld. Bij het evaluatiesysteem van de federale overheid zijn die criteria ook vastgesteld, maar daar is de directieraad of het college

(1) Bij de overheid bestaat de functie van systeembeheerder al (artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel).

van diensthoofden bevoegd om het gewicht van die criteria vast te stellen naargelang van het ambt dat het personeelslid uitoefent.

Een personeelslid kan immers een bepaald ambt bekleden, maar in werkelijkheid andere taken vervullen dan die welke het in principe zijn opgedragen. Het evaluatiesysteem van de federale overheid is vanuit dat oogpunt beter op de concrete werkelijkheid afgestemd.

In het onderhavige geval is het de bedoeling van de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat alle personen die tot eenzelfde [ambts]categorie behoren, aan dezelfde sleutelcriteria en aan dezelfde relevante criteria op het stuk van de beoordeling moeten voldoen, ook al vervullen sommigen van hen andere taken dan die welke hun in principe zijn opgedragen. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de systeembeheerder de wijze van evalueren moeten aanpassen aan die verschillende situaties. Zulk een evaluatiemethode is onaanvaardbaar, want ze zou het begrip objectieve evaluatie uithollen.

Volgens de initiatiefnemers van het wetsvoorstel (1) dat de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten is geworden :

"(heeft) de beoordeling (...) tot doel een objectieve dienststaat van elk personeelslid te leveren, die een beeld geeft van zijn bekwaamheid en inzet, maar dient (zij) evenzeer om bij de bevorderingen iedere vorm van willekeur uit te sluiten.

(1) Gedr. St., Senaat, zitting 1995-1996, nr. 1-147/1, blz. 5.

(...)

Met dit voor ogen, past het met behulp van eenvoudige criteria - waarvan de eenvoud en de klaarheid elk gevaar voor willekeur horen uit te sluiten - op de meest nauwkeurige wijze de respectieve verdiensten van elk personeelslid vast te stellen."

Het spreekt vanzelf dat bij zulk een beoordeling alleen kan worden uitgegaan van de concrete functie die het personeelslid uitoefent, en niet van de ambtscategorie waarbij het is ingedeeld (1).

De inhoud van de taak van de systeembeheerder en de mogelijkheid die hem zou worden geboden "om de wijze van evalueren aan te passen aan (de) verschillende situaties" zijn bovendien onverenigbaar met artikel 5 van het ontworpen besluit en met de inhoud van het evaluatierooster, dat als bijlage III bij dat besluit gaat.

Artikel 3

In een opsomming mag geen tussenzin worden ingevoegd. Er wordt dan ook voorgesteld de tweede en de derde zin van 3° op te nemen in een nieuw tweede lid, luidende :

-
- (1) De initiatiefnemer van het wetsvoorstel stelt trouwens dat "wanneer het personeelslid niet de functie uitoefent die met zijn graad overeenstemt op het ogenblik van het opmaken van een beoordelingsstaat, (...) bij de beoordeling rekening (zal) moeten worden gehouden met de vervulling van de hogere functies die het personeelslid op dat tijdstip waarneemt" (Gedr. St., Senaat, zitting 1995-1996, nr. 1-147/1, blz. 7).

.../...

"De in het eerste lid, 3°, genoemde feiten of bevindingen mogen slechts ... erop noteert.".

Het tweede lid wordt dan het derde lid.

Artikel 4

Om te voorkomen dat er uiteenlopende interpretaties ontstaan van sommige beoordelingscriteria die in bijlage III bij het ontwerp zijn opgenomen, zou het nuttig zijn bij het ontworpen besluit een verslag aan de Koning te voegen, waarin die verschillende criteria nader worden omschreven.

Wat is bijvoorbeeld inhoudelijk het verschil tussen de criteria nrs. 5, 12 en 21 ?

Het aantal criteria zou verminderd moeten worden, om ze gericht te maken.

Artikel 5

Het zou nuttig zijn om in het verslag aan de Koning de objectieve redenen op te geven die ten grondslag liggen aan de keuze van de criteria voor iedere categorie personen, en aan de indeling daarvan in sleutelcriteria of relevante criteria.

Deze aangelegenheid is des te delicateser daar sommige sleutelcriteria vrij veel op elkaar gelijken, waardoor, rekening houdend met de weging ervan, de beoordeling op basis van die criteria zwaarder gaat doorwegen.

.../...

Artikel 6

In het tweede lid moeten de woorden "de notering die" vervangen worden door de woorden "het cijfer dat", welke termen reeds in het eerste lid worden gebruikt.

Artikel 8

1. Het ontwerp heeft geen artikel 7. De artikelen moeten dus vanaf artikel 8 vernummerd worden. Bovendien moeten de woorden "§ 1" vervallen, aangezien er geen paragraaf 2 is.

2. Het eerste lid van artikel 8 (dat artikel 7 wordt) moet vervallen, aangezien het een parafrase is van artikel 287ter, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt)

Deze bepaling schrijft het volgende voor : "De evaluator, die op het tijdstip, waarop hij de beoordeling moet verrichten, het personeelslid tijdens de drie laatste maanden niet onder zijn leiding heeft gehad, wint bij de nuttig geachte bronnen alle inlichtingen in die voor het opmaken van de beoordeling dienstig zijn".

.../...

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar vloeit voort dat de evaluator zich zal moeten wenden tot de personen onder wier leiding het personeelslid heeft gestaan tijdens de drie laatste maanden die aan de beoordeling voorafgaan. Die personen zijn inzonderheid hetzij de hoofdgriffiers of de hoofdsecretarissen, hetzij, als het personeelslid niet tewerkgesteld was bij een griffie of het secretariaat van een parket, maar bijvoorbeeld in een overheidsdienst of een ministerieel kabinet, de persoon of de personen onder wier gezag hij stond.

De vraag rijst of zulk een regeling wel werkbaar is. De evaluatie geschiedt op basis van de criteria vermeld in bijlage III bij het ontwerp, welke criteria aan specifieke ambten zijn aangepast. De kans bestaat echter dat de betrokkene die ambten voordien nog niet heeft uitgeoefend. In dat geval is niet duidelijk hoe een evaluatie kan worden opgemaakt.

Om in de ontwikkeling van de loopbaan problemen van die aard te voorkomen, is het raadzaam een bepaling op te nemen in de zin van artikel 13 van het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939, dat het volgende bepaalt :

"De ambtenaar die op 1 september van het evaluatiejaar sedert ten minste drie maanden afwezig is, behoudt de laatste vermelding die hem werd toegekend."

Overigens zou eveneens kunnen worden bepaald dat degene die tijdens de drie maanden vóór zijn evaluatie in een andere griffie of in een ander secretariaat heeft gewerkt, door zijn korpschef van toen geëvalueerd wordt.

.../...

Voorts houdt het ontwerp geen rekening met het geval van een personeelslid dat tijdens dezelfde evaluatietermijn achtereenvolgens verscheidene ambten uitoefent, inzonderheid in het kader van de uitoefening van hogere functies (1).

Daarnaast zou nog een overgangsbepaling moeten worden opgenomen voor de opmaak van de eerste evaluatie, aangezien de personen op wie het ontworpen besluit betrekking heeft nooit eerder aan een evaluatie onderworpen zijn.

Voor de personeelsleden die bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit niet in een griffie of een parket tewerkgesteld zijn, wordt voorgesteld de evaluator toe te staan dienstige inlichtingen in te winnen bij de personen onder wier leiding de betrokkenen thans staan of onder wier leiding zij hebben gestaan en de evaluator te laten oordelen welke van de criteria vermeld in bijlage III bij het ontwerp sleutelcriteria zijn en welke criteria relevant zijn en in aanmerking dienen te worden genomen om de evaluatie van de betrokkenen op te maken, gelet op de ambten die zij thans uitoefenen.

Gelet op deze opmerkingen dient deze bepaling grondig te worden herdacht, rekening houdend met de onderscheiden gevallen die hiervoren beschreven zijn.

(1) Zie, inzonderheid artikel 9, § 4, van het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt)

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er dient te worden aangegeven dat de procureurs-generaal en de procureurs des Konings hun bevoegdheid inzake evaluatie aan de magistraten vermeld in de artikelen 144, 145 en 151 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen opdragen.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt)

1. Het ontworpen artikel 13 legt artikel 287quater, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek ten uitvoer.

Die bepaling schrijft niet alleen voor dat de aanwijzingen van de leden bij de nationale raad van beroep en bij de raden van beroep van de onderscheiden rechtsgebieden van de hoven van beroep geschieden volgens de door de Koning vastgestelde criteria, maar ook dat

"voor iedere categorie van gerecht ... elk van de ambten opgesomd in de §§ 2 en 3 vertegenwoordigd (moet) zijn, hetzij door een lid, hetzij door een plaatsvervanger.".

Algemeen gesproken is de voormelde paragraaf 4 moeilijk leesbaar. Voor het begrip "categorie van gerecht" is geen enkele definitie opgegeven en in de parlementaire voorbereiding ervan staat daarover niets te lezen. Er kan dan ook onmogelijk worden nagegaan wat de wetgever precies voor ogen had.

.../...

De regeling die in het ontworpen besluit wordt voorgesteld, strekt ertoe te garanderen dat in elke raad van beroep ten minste een persoon zitting heeft die hetzelfde ambt uitoefent als de verzoeker en dat ten minste een lid tot dezelfde "categorie van gerecht" als verzoeker behoort.

De laatstgenoemde voorwaarde is niet als zodanig uitgedrukt in artikel 287quater, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, maar kan worden aanvaard als men er van uitgaat dat ze een criterium voor de aanwijzing is dat de Koning krachtens diezelfde bepaling kan uitvaardigen.

Teneinde te voorkomen dat de reële draagwijdte van die bepaling van het Gerechtelijk Wetboek en het samengaan ervan met het ontworpen artikel 13 op uiteenlopende wijze worden geïnterpreteerd, zou het raadzaam zijn om als bijlage bij het ontwerp de tabel te voegen die aan de auditeur-rapporteur is bezorgd en waarin de onderscheiden mogelijkheden van aanwijzing van leden bij de raden van beroep worden vermeld, alsook de samenstelling van die raden naargelang van de hoedanigheid van de verzoekers. Die tabel is als bijlage bij het onderhavige advies gevoegd.

2. De Raad van State stelt vast dat het ontworpen besluit geen specifieke bepalingen bevat wat de organisatie van de raden van beroep uit het oogpunt van de taalstelsels betreft. Artikel 287quater, § 1, zesde en zevende lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt het volgende :

.../...

"In deze raden (van beroep) zijn er zoveel afdelingen als er taalstelsels zijn voor de personeelsleden die kunnen vragen om door de raden te worden gehoord.

Het taalstelsel van de verzoeker bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt."

Er moet worden op toegezien dat de regeling voor de samenstelling van de raden van beroep waarin het ontworpen besluit voorziet met dat wettelijk vereiste kan samengaan, inzonderheid wat de Duitstalige verzoekers betreft.

3. Er wordt voorgesteld om in onderdeel 2° de woorden "§§ 2 en 3 van dit artikel" te vervangen door de woorden "§§ 2 en 3 van datzelfde artikel".

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt)

Teneinde zoveel mogelijk te voorkomen dat deze bepaling verkeerd zou worden gelezen, wordt voorgesteld om te schrijven : "Onder de leden die met toepassing van de artikelen 14, 1° en 2°, en 15, 1° en 2°, opgeroepen worden om zitting te hebben, ...".

.../...

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt)

De ontworpen bepaling bevat geen enkele nadere bepaling betreffende de vereisten voor de aanwijzing van de "secretaris-verslaggever" (beter : "secretaris-rapporteur").

Zoals de ontworpen tekst gesteld is, komt welke persoon ook in aanmerking om voor die functie te worden aangewezen.

Er behoort te worden gepreciseerd dat die persoon op zijn minst lid van een griffie of van een secretariaat van een parket dient te zijn.

In dat geval dient, net als voor de systeembeheerder, te worden bepaald dat binnen het gerecht waartoe de secretaris-rapporteur behoort passende maatregelen dienen te worden getroffen opdat deze over de noodzakelijke tijd kan beschikken om die taak uit te oefenen.

Artikel 21 (dat artikel 20 wordt)

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 20. Het lid dat in enige hoedanigheid is opgetreden in de procedure inzake de beoordeling van het personeelslid dat het beroep heeft ingesteld, wordt eveneens gewraakt.".

.../...

Artikel 23 (dat artikel 22 wordt)

Het spreekt voor zich dat de werkende en plaatsvervangende leden die opgeroepen zijn van de dossiers inzage moeten nemen. Die precisering dient dan ook te vervallen.

Terwijl in artikel 19, eerste lid, van het ontwerp de woorden "de betrokken partijen" worden gebruikt, worden in artikel 23 de woorden "de belanghebbende partijen" gebezigd.

De termen zijn te vaag. Uit artikel 287quater, § 5, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek blijkt dat de raad van beroep de verzoeker en diens verdediger hoort, alsook, eventueel, degenen die het betwiste advies of de betwiste beoordelingsstaat hebben opgemaakt.

In het ontworpen artikel 1 wordt de evaluator gedefinieerd als degene die de beoordelingsstaat opmaakt.

Er is dan ook grond om aan te nemen dat "de belanghebbende partijen" die van de te behandelen dossiers inzage zullen nemen de verzoeker en diens verdediger zijn, alsook, eventueel, de evaluator.

In de ontworpen tekst dient duidelijk te worden aangegeven welke personen van de beoordelingsdossiers inzage mogen nemen.

.../...

Artikel 24

Er wordt voorgesteld om de woorden "in de zaal" te vervangen door de woorden "in de raad".

Artikel 25

In het ontworpen derde lid behoort te worden aangegeven aan welke personen afschriften van en uittreksels uit het register, de minuten en de bescheiden bestemd voor de raad van beroep mogen worden bezorgd.

Artikel 26 (dat artikel 25 wordt)

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er behoort te worden bepaald dat de vergoedingen voor reis- en verblijfskosten respectievelijk volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries zullen worden berekend.

De Raad van State ziet niet in om welke redenen de secretaris-rapporteur de vergoedingen in kwestie niet zou kunnen genieten.

.../...

Slotopmerkingen

1. In artikel 1 schrijve men :

"Artikel 1. ...".

Het is raadzaam de woorden die in de ontworpen bepaling worden gedefinieerd door het bepaald lidwoord te laten voorafgaan ("de evaluator", "de functionele chef", ...).

Er wordt voorgesteld om in de onderdelen 1° en 3° van artikel 1 de woorden "zoals bepaald in" te vervangen door de woorden "bedoeld in".

2. Teneinde de verwijzing naar de bepalingen te vergemakkelijken dient de indeling door middel van streepjes te worden vervangen door een indeling door middel van a), b), c), ...

Deze opmerking geldt voor de artikelen 5, 13, 14 en 15.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS